NPA NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE
L'étincelle
Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire

Centre hospitalier
Saint-Denis

Lundi 12 octobre 2020

« C'est de l'enfer des pauvres qu'est fait le paradis des riches »

(Victor Hugo)

Vendredi dernier, le prix Nobel de la paix, sans trop se mouiller et se cantonnant à récompenser la charité, a été attribué au Programme alimentaire mondial. Du coup, cet organisme rappelait à juste titre que 9 % de la population mondiale ne mange pas à sa faim et que 135 millions de personnes sont en insécurité alimentaire. En France, à cause de la crise sanitaire et de la vague des licenciements, il y a eu une forte augmentation des demandes d'aides alimentaire en 2020.

La première cause en est la perte d'emploi, en comptant tous les CDD non renouvelés, les 151 000 postes en intérim supprimés. Les licenciements passés et à venir font prévoir un taux de chômage de 10 % d'ici la fin de l'année. Des auto-entrepreneurs, des travailleurs au noir, étudiants, retraités, et tant d'autres pendant le confinement et à sa suite, ont basculé de la précarité à la pauvreté.

L'État a jeté l'aumône : 100 euros d'aides d'urgence et des aides alimentaires aux plus démunis. Des mesures dérisoires quand on a un loyer à payer et des enfants à nourrir.

La crise sanitaire fait exploser les inégalités, les réformes gouvernementales aussi !

Avant la crise, il y avait déjà huit millions de pauvres en France du fait des nombreuses réformes menées par la droite et la gauche depuis des années. La diminution significative des allocations logement a appauvri les plus précaires, en premier lieu les mères célibataires qui ont subi une baisse de 30 % d'aides sur leur loyer. Ce sont aussi les multiples réformes cassant le droit du travail qui, en facilitant les licenciements et la précarité de l'emploi, ont laissé libre cours aux attaques patronales.

Macron président des riches ? Non, président des ultra-riches !

Les priorités des gouvernements Macron depuis le début de son quinquennat ? Appauvrir les pauvres et enrichir les riches. Avant la crise, les réformes fiscales : la suppression de l'ISF, remplacé par l'impôt sur la fortune immobilière et le prélèvement forfaitaire unique, qui ne taxe le capital qu'à 30 % sans progressivité, a concentré et fait exploser le versement de dividendes (avec une hausse de 60 % dès 2018) et permis d'augmenter encore les revenus des 0,1 % les plus riches.

Depuis la crise, le gouvernement a mis des dizaines de milliards sur la table pour « sauver les entreprises », une véritable subvention aux licencieurs. Auchan réalise 1,25 milliard de bénéfices sur les six premiers mois de 2020 et menace plus de 1 400 emplois sur tout le territoire. Sur le plan de relance de 100 milliards d'euros annoncé le 3 septembre, seuls 800 millions vont être investis pour aider les plus précaires. Malgré les discours du gouvernement et des politiciens de droite comme de gauche, qui sous prétexte de crise appellent les travailleurs à tout accepter, qui peut croire que les capitalistes perfusés n'auraient plus rien pour payer les salariés ?

Premiers contacts et rassemblements entre salariés

Les travailleurs menacés de licenciement ou de fermeture de sites ne sont pas restés sans réagir ces dernières semaines. Dans l'aéronautique à Toulouse, à Bridgestone à Béthune ou à la raffinerie de Grandpuits, certains tentent de manifester leur refus de payer la crise par des manifestations locales ou par des prises de contact avec d'autres entreprises ou par des montées à Paris.

Le 17 octobre prochain une manifestation est appelée à Paris par un certain nombre de structures de la CGT. La manifestation aura lieu dans le cadre d'une marche des sans-papiers, qui sont eux aussi des travailleurs menacés au premier chef par le chômage. **Rendez-vous dans la rue le 17 octobre, à 14 heures place de la République à Paris.**

Catastrophe annoncée

La deuxième ligne de SMUR (Service Médical d'Urgence et de Réanimation) a été fermée lundi et mardi de la semaine dernière. Les collègues du SMUR se chargent des interventions d'urgence et de transférer les patients. À la suite de restructurations subies, de nombreux collègues investis depuis des années ont fini par partir et n'ont pas été remplacé. Depuis des mois, les heures supp s'accumulent. Fatigue et dégoût. Le résultat de réorganisations bulldozer qui nous traitent comme des pions.

Ça tue

Jeudi 8 octobre, le directeur général de l'ARS d'Île-De-France a déclaré le « *plan blanc renforcé* » dans les hôpitaux de la région « *pour mobiliser toutes leurs ressources et anticiper les jours à venir* ». Les travailleurs de la santé le remercient grandement de sa participation active !

On aurait sans doute préféré que le gouvernement et les exécutifs régionaux anticipent mais... avant ! En débloquant du fric pour recruter massivement, déjà tous les collègues en CDD par exemple !

Mais non... suppressions ou restrictions de congés pour « *nécessité de service* » par contre... Il n'y a pas qu'en « *plan blanc* » qu'on nous la fait celle-là !

La lutte c'est classe

Les stages des étudiants de plusieurs IFSI de l'APHP ont été annulés : bienvenus en renforts covid ! Pas de petites économies : de la main d'œuvre déjà partiellement formée pour des indemnités oscillant autour d'un euro de l'heure. Dès vendredi, devant la colère des étudiants des IFSI du Kremlin-Bicêtre, Foix, Béclère, la direction a promis d'augmenter les indemnités de stage à 1190€ pour 5 semaines. Ils se sont quand même rassemblés à près de 200 sur le campus de Picpus lundi 5 octobre et veulent rester en lien pour la suite. Après la première vague, des étudiants ont l'air prêts pour la deuxième manche avec le pouvoir.

Et si on gueulait plus fort !

Ils paradent à la télé ou devant les hôpitaux pour dire qu'ils ont fait des efforts, que les choses vont s'améliorer… un jour peut-être.

Et pendant ce temps-là, nous sommes nombreux à cumuler les CDD. Le but du budget 2021 de l'assurance-maladie est de rechercher à faire 4 milliards d'économie. On leur ferait bien ravaler leurs mensonges. Le 15 octobre : manifestation autour du ministère de la santé et rassemblements devant les hôpitaux. C'est une occasion, n'attendons pas.

Vous ne saviez pas que vous portiez de la haute couture

À 73€ les tests covid rapportent gros aux labos qui les pratiquent. Les longs délais sont un prétexte pour surfacturer de 100€ aux patients des résultats plus rapides.

Ne pas prendre le risque de contaminer ses proches et ses collègues, ça a un prix ! Ce n'est qu'un exemple parmi d'autre. Pendant la pénurie de surblouse la direction en a acheté pour autour de 20 euros l'unité.

On est liquéfié au boulot mais les riches ne perdent pas une occasion pour s'engraisser.

Des salariés d'Onet relèvent la tête

Depuis jeudi 8 octobre, la majorité des travailleurs d'Onet, une entreprise de nettoyage, employés sur les chaînes d'assemblage d'Airbus Toulouse sont en grève. En cause, les salaires très faibles et les conditions de travail qui se dégradent : certains sont mis au chômage tandis que les autres sont surchargés.

Aucun avion ne peut être livré sans le grand nettoyage final fait par les travailleurs de l'entreprise de nettoyage.

Lors de la dernière grève pour lutter pour le maintien des droits lors de la reprise du chantier par l'entreprise Onet, sous la pression d'Airbus, Onet avait cédé après deux semaines.

Les grévistes d'aujourd'hui sont aussi déterminés qu'à l'époque.

Nouvelle-Calédonie : toujours une colonie

Sur cette petite île du Pacifique, les Kanaks, originaires de l'île, ont très largement voté pour l'indépendance durant le référendum organisé le 4 octobre, mais les colons en ont décidé autrement.

L'État français a tout fait pour que la population kanake soit minoritaire, incitant les Français de métropole et des DOM à s'y installer à coups de défiscalisation des investissements, de primes d'installation et de salaires doublés.

Les Kanaks vivent dans la misère et le chômage, alors que le sol regorge de richesses. Il faudra plus qu'un référendum pour mettre fin tant à la domination coloniale qu'au racisme et aux discriminations.